Natacha Polony
La démocratie est-elle

Chloé Morin, experte associée à la Fondation Jean-Jaurès, et Natacha Polony, directrice de la rédaction de “Marianne”, publient respectivement “le Populisme au secours de la démocratie ?” et “Sommes-nous encore en démocratie ?”, deux ouvrages qui analysent la crise politique que nous traversons.

PROPOS RECUEILLIS PAR KÉVIN BOUCAUD-VICTOIRE

NATACHA POLONY

Marianne : D’après le rapport « Democracy Index » publié par le magazine *The Economist*, la France serait devenue une démocratie « défaillante ». Qu’en pensez-vous ?

Natacha Polony : Ce classement nous raconte ce que la crise du coronavirus a provoqué dans beaucoup de démocraties et, en particulier, en France, où les institutions fonctionnent de telle manière qu’il était plus facile de reculer sur les libertés individuelles. Mais, attention, notre pays n’a été classé dans les véritables démocraties qu’en 2019 et en 2014. Il ne faut pas non plus exagérer la dégradation qu’il connaît. De fait, nous devons analyser la gestion de la crise du coronavirus. Cette propension à faire passer un état d’exception dans le droit commun commence à devenir problématique.

Pour autant, ce que nous raconte peut-être le classement de *The Economist*, c’est la différence entre « république » et « démocratie libérale ». La France ne brillera jamais dans ce genre de classement,

Sommes-nous encore en démocratie ?, de Natacha Polony, éditions de L’Observatoire, 96 p., 10 €.

Le Populisme au secours de la démocratie ?, de Chloé Morin, Gallimard, coll. « Le Débat », 176 p., 12,50 €.

face à Chloé Morin en danger de mort ?

parce que les critères correspondent aux démocraties libérales. Par exemple, parmi les 60 critères retenus par le magazine, il y a la qualité de la liberté religieuse. Or la laïcité républicaine, qui est pourtant un principe d'émancipation, passe dans les pays anglo-saxons pour un principe illibéral. Mais ce classement nous incite en effet à regarder ce qui s'est passé dans l'année écoulée et qui ne fait qu'amplifier toutes les crises qui étaient sous-jacentes et un affaiblissement, à mon avis, extrêmement dommageable, de la démocratie.

Chloé Morin : Cela reflète une conception de la démocratie qui ne distingue pas ce qui relève de la culture du pays propre et ce qui relève des institutions et de leurs pratiques. *The Economist* estime que sa vision de la démocratie devrait être partagée par tous. Effectivement, l'exemple de la laïcité est très frappant : il y a énormément d'articles dans le monde anglo-saxon sur la manière dont les croyants, et les musulmans en particulier, sont maltraités. Ce qui est intéressant dans ce classement, c'est que, d'une certaine manière, les « élites » ne s'intéressent à la question démocratique que grâce à *The Economist,* parce que c'est un acteur « accepté ». Il y a peu, quand Michel Onfray alertait sur le recul de la liberté de la presse dans le classement de Reporters sans frontières, il n'était pas pris au sérieux.

N.P. : Cela révèle que le débat n'est acceptable que quand il a lieu au sein d'un même groupe de pensée, le fameux *« cercle de la raison »* dont parlait Alain Minc. La critique d'Onfray sur le recul de la liberté de la presse et de manifester met en cause le système, donc cela paraît inacceptable. Cela souligne la dégradation non seulement de la démocratie dans son aspect institutionnel, mais aussi de la culture démocratique depuis trente ou quarante ans. Tout a été fait pour empêcher que certains problèmes ne soient posés. L'usage du terme « populiste », mais aussi, avant lui, « réactionnaire » et, après lui, « complotiste », sert justement à cela. Il s'agit de diaboliser les pensées non conformes. Bien sûr, il existe de vrais populistes et de vrais complotistes, mais ils sont bien moins nombreux que ce qu'on essaie de nous faire croire. Cela a abouti à ce que des candidats aux élections soient estampillés raisonnables et que d'autres n'aient pas voix au chapitre. La conséquence est que beaucoup de citoyens ont arrêté de voter – ils sont dans une désaffiliation – et que d'autres expriment une colère de plus en plus grande et risquent de basculer réellement du côté complotiste et populiste.

C.M. : Il faut avoir en tête que même ceux qui votent Marine Le Pen croient encore au système, ou du moins en jouent encore le jeu, même quand ils estiment qu'il est biaisé et qu'ils ne pourront jamais gagner. Actuellement, on nous affirme qu'il y a énormément de diversité dans les médias, en montrant Zemmour ou Onfray, ce qui serait la preuve qu'il peut y avoir un débat. Mais c'est une illusion : il n'y a que des gens qui s'invectivent et ne cherchent absolument pas à se convaincre les uns les autres, que ce soit dans les médias ou sur les réseaux sociaux. Dans le même temps, l'offre politique s'inscrit dans un champ de plus en plus ›

CHLOÉ MORIN

Hannah Assouline / Opale / Leemage - Sébastien Soriano / "Le Figaro"

“AVANT , L’ALTERNANCE ÉTAIT FACTICE, MAIS ELLE N’EXISTE MÊME PLUS : IL N’Y A PLUS QU’UNE OPTION POSSIBLE.”
NATACHA POLONY

> restreint, où il n’est possible que de voter entre différentes nuances de gris. La différence entre la droite de gouvernement et la gauche de gouvernement est infime.

Emmanuel Macron est l’aboutissement de cela : il représente la fusion de la gauche et de la droite de gouvernement. Il n’y a d’ailleurs pas d’alternative possible, vu que, si ce n’est pas lui, c’est Marine Le Pen…

C.M. : Non seulement il construit son assise sur le rejet de l’autre diabolisé, mais, dès le départ, il nous a expliqué qu’il prendrait le meilleur de la gauche et de la droite, comme si la politique, c’était deux équipes de foot dont on pourrait prendre les meilleurs joueurs pour avoir une super équipe. Cependant, la politique, c’est un affrontement de valeurs. En réduisant la politique à du pragmatisme, il nie l’existence d’options différentes et d’intérêts sociaux ou religieux divergents. Les gens ne souscrivant pas à cela se sentent niés, et c’est cela la révolte des « gilets jaunes » : ils ont l’impression d’avoir été sortis de l’histoire et évacués du monde des décideurs.

N.P. : C’est le principe de ce que certains ont appelé l’« épistocratie », c’est-à-dire le gouvernement des sachants. Il y aurait des gens qui savent la bonne gouvernance, parce qu’il n’y a pas d’alternative politique possible, et ceux qui ne savent pas. Les « gilets jaunes » représentent une réaction de colère face à ce mépris.

Pour saisir les raisons de l’avènement d’Emmanuel Macron, il faut revenir au début des années 2000. On nous affirmait qu’il fallait aller vers un bipartisme à l’anglo-saxonne, qui paraissait bien plus moderne. Mais, du fait de l’émergence du Front national, ce bipartisme n’était plus opérant pour perpétuer le système, de sorte qu’il a fallu faire la jonction entre libéraux de droite et de gauche. Avant, l’alternance était factice, mais, là, elle n’existe même plus, car le RN n’est pas considéré comme un choix acceptable, de sorte qu’il n’y a qu’une option possible. Ajoutons que l’autodestruction des deux partis de gouvernement vient de leur refus de critiquer l’Union européenne telle qu’on la connaît, et ce qui, en son sein, ouvrait la voie au néolibéralisme. Ils se sont alors interdit d’analyser la destruction des classes populaires et des classes moyennes et la façon dont ils pouvaient y répondre.

En 2015, Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, affirmait après la victoire du parti de gauche radicale Syriza aux élections législatives en Grèce : *« Il ne peut pas y avoir de choix démocratique contre les traités européens. »* L’UE a-t-elle tué toute alternative démocratique possible ? Si oui, que pouvons-nous faire ?

N.P. : Ce n’est pas l’UE qui a tué l’alternative démocratique, mais son instrumentalisation pour imposer un système qui est un système de dérégulation, de libre circulation des flux de capitaux, de marchandises et d’hommes. Il y a différentes étapes dans la construction européenne. Le traité de Rome, même s’il ne comporte pas le terme « préférence communautaire », s’appuie dessus. Cela a été la création d’une communauté de partenaires à peu près semblables économiquement. Petit à petit, elle change de sens. L’Acte unique européen, en 1986, nous fait passer d’un marché commun à un marché unique, qui fait de l’UE la zone économique la plus ouverte du monde. Nous sommes les seuls à refuser de nous protéger face à de la concurrence déloyale.

Le problème est de réintégrer le débat sur l’UE dans un véritable débat politique de fond. Nous arrivons au bout de ce cycle. Nous entrons dans une période de basculement. Mais les technocrates qui se trouvent à Bruxelles n’ont pas un logiciel démocratique, puisqu’ils sont imprégnés d’épistocratie : ils savent, et entendent faire le bien des peuples malgré eux. On en revient à la question démocratique. Il ne s’agit pas de sanctifier le peuple, qui ne doit être pensé que comme la communauté nationale, donc les citoyens assemblés qui vont décider de leur destin. Ce n’est pas une entité uniforme. Le problème est de savoir comment, dans cette articulation entre l’un et le divers, nous arrivons à faire émerger une volonté majoritaire. Enfin, si nous sommes démocrates, nous devons admettre que le peuple peut se tromper et doit en assumer les conséquences.

Marc Chaumeil / Divergence pour “Marianne”

C'est ce qui se passe avec le Brexit : si cela se trouve, ce sera une catastrophe pour le Royaume-Uni (elle ne vient pas pour l'instant). Mais les Britanniques ont décidé de risquer leur croissance économique au nom de leur capacité à décider de leur destin.

C.M. : J'ai pu constater cela lorsque j'étais conseillère en cabinet ministériel. Je devais mesurer ce que pensaient les Français. De très nombreuses fois, j'expliquais pourquoi ils étaient contre une réforme. On me répondait : *« Oui, mais les Français n'ont rien compris. »* Les gens de la haute administration croient mieux savoir ce qu'il faut faire pour le pays et, d'ailleurs, ils ont non seulement un mépris assez marqué pour le « peuple », mais aussi pour les politiques, qu'ils considèrent comme nuls. Ils pensent que leur mission est de corriger les erreurs des politiques afin que le pays ne s'effondre pas. Ils n'ont pas conscience qu'il s'agit d'une idéologie, pour eux, il s'agit de la raison et de la vérité, et cela ne doit pas être soumis au débat.

Pour les citoyens, l'élite est un grand tout : ce sont les patrons des grandes entreprises, les politiques, les médias et la haute administration. Les seuls sur lesquels ils ont prise, ce sont les politiques. Donc, depuis une vingtaine d'années, une spirale du « dégagisme » s'est enclenchée, justement parce que cette élite vit hors du monde et impose des choses au reste de la population, indépendamment de ce que cette dernière souhaite. Les politiques sont devenus de plus en plus en plus faibles, alors que les autres, n'étant pas soumis aux élections, sont restés en place. Le rapport de force entre, par exemple, un ministre qui arrive en poste et l'administration est complètement déséquilibré. Je trouve absolument choquant qu'un ministre, quel que soit son bord politique, ait du mal à imposer certaines choses à son administration, alors qu'il est censé, par-delà les imperfections du mode de scrutin, pouvoir le faire.

Dans votre livre, Chloé Morin, le « séparatisme » des élites ne semble pas être le seul problème. Vous montrez également une forte polarisation des opinions, que ce soit en France, aux États-Unis ou au Royaume-Uni. Les peuples, qui n'ont plus de valeurs communes, sont-ils devenus ingouvernables ?

C.M. : Le « nous » en tant que cadre national est en train de se fragmenter de plus en plus. Le réflexe de chacun, face au constat d'une insécurité – culturelle, physique, économique, sociale, etc. – et d'une fragilisation constantes, est de se replier sur des communautés d'appartenance, des tribus, qui peuvent être liées à la religion, aux origines géographiques, sociales ou même à l'orientation sexuelle. Au sein même de ces tribus, nous sommes rassurés parce que nous partageons un certain nombre de valeurs et de visions, et que nous n'avons plus le désir de nous confronter à ceux qui appartiennent à d'autres tribus.

"LA HAUTE ADMINISTRATION A UN MÉPRIS ASSEZ MARQUÉ POUR LE 'PEUPLE', MAIS AUSSI POUR LES POLITIQUES."
CHLOÉ MORIN

Christophe Morin / IP3

Le numérique amplifie cela, parce que, dans le monde numérique, vous pouvez choisir de vivre dans une bulle étanche avec vos propres sources d'information et votre propre réalité. Cela m'avait beaucoup frappée au moment des « gilets jaunes ». Sur leurs pages Facebook, le monde décrit, à travers les articles postés et les actualités relayées, ce n'est pas du tout le même que celui que nous apercevons, par exemple, au journal de 20 heures. Plusieurs réalités parallèles coexistent, ce qui entraîne une augmentation des divergences entre les gens et le fait que les lieux où nous pouvons nous confronter à l'altérité n'existent plus.

N.P. : Toute la question est de savoir comment nous pouvons réparer cela. Fabriquer une nation est un processus extrêmement complexe et lent. Cela nécessite d'intégrer les nouvelles générations à qui on transmet ce qui préexiste et permet à la communauté nationale de se sentir exister. Ernest Renan dit que la nation à la française, c'est-à-dire qui existe comme communauté nationale, est *« un plébiscite de tous les jours »,* qui s'appuie sur *« un legs de souvenirs communs »*. S'il n'y a plus ce legs de souvenirs communs, il n'y a plus de raison en effet qu'il y ait plébiscite, dans la mesure où l'autre à côté de moi n'est que quelqu'un qui mène son existence en parallèle. Le rôle de l'école comme facteur d'intégration est absolument essentiel. Or elle a été réformée sur les quarante dernières années dans un sens qui effaçait son rôle de creuset national. ■ **PROPOS RECUEILLIS PAR K.B.-V.**